

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

38^{ème} réunion annuelle du RPCA à Lomé

Le président Faure fait du Togo, un acteur majeur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique

P.3



Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé en visite dans un champ de riz (Archives)

CONSOMMER LOCAL
Du Tchouk embouteillé



Pour toutes commandes, contacter :
90 01 62 52 / 97 78 80 80

Hommage à Patrick Lawson:
l'ANC dans la fiente pestilentielle de l'ingratitude
Si Faure Gnassingbé a apporté assistance à un citoyen hanté par le sort, où est son mal ?



Feu Patrick Lawson

Première édition du Marathon international de la Paix de Lomé :

Le pari serait gagné si l'itinéraire était bien sécurisé

P.7

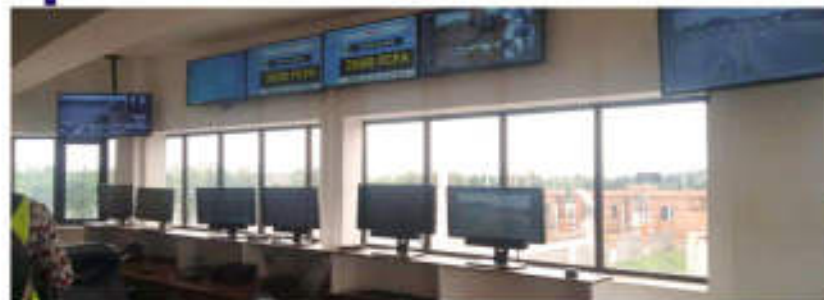
17^{ème} Foire Internationale de Lomé :
Retrouvez «NI RAJOUT» avec des recettes de grand-mère dans le pavillon Mono

P.5



Postes de péages et de pesages :
La SAFER se dote d'un système efficace de vidéosurveillance qui rassure le contribuable

P.4



Economie et développement :
« Nous voulons de plus en plus cibler la couche la plus vulnérable de la population », Sani Yaya

P.2



Economie et développement : « Nous voulons de plus en plus cibler la couche la plus vulnérable de la population », Sani Yaya

Face à des difficultés socio-économiques dans lesquelles la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont plongé le monde entier, le gouvernement togolais pour sa part met les bouchées doubles pour sauver la couche la plus vulnérable de la population de la pauvreté. C'est ce qu'a affirmé le patron de l'économie nationale. Invité de l'émission «Eco d'ici et d'ailleurs» de Radio France Internationale (RFI), le samedi 3 décembre dernier, Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances est revenu sur les ambitions socio-économiques et sécuritaires de l'État togolais. Nous vous proposons l'intégralité de l'interview



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

Jeune Afrique : Le nord du Togo est confronté à des problèmes d'insécurité, des militaires y ont été la cible d'attaques terroristes... Au-delà de l'aspect sécuritaire, améliorer les conditions de vie des habitants de ces régions doit-il, aussi, être une priorité ?

Sani Yaya : Absolument, c'est la priorité au plus haut niveau. La lutte contre le terrorisme se fait sur deux fronts, le front sécuritaire et le front social. L'objectif est d'apporter plus d'inclusion et, en même temps, de lutter contre l'extrême pauvreté et donc d'éviter qu'il y ait des tentations [de rejoindre des groupes jihadistes] au sein de ces populations. Nous avons mis en place un plan d'urgence pour la région des Savanes, qui va être étendu à l'ensemble du pays et qui se chiffre à 259 milliards de FCFA [395 millions d'euros]. Son objectif

est de réduire les vulnérabilités et de construire les infrastructures sociales et économiques de base : écoles, dispensaires, pistes, ponts... C'est un projet qui nécessite des investissements massifs. Comment votre gouvernement finance-t-il ce surcroît de dépenses ?

Notre budget 2023 [qui n'avait pas encore été voté au moment où l'entretien a été réalisé, NDLR] prend en compte l'ensemble de ces préoccupations et orientations. Près de 50% du budget est consacré aux secteurs sociaux. C'est plus de 600 milliards de F CFA. « Le premier axe de notre feuille de route, c'est la paix, la sécurité et la cohésion sociale »

Mais ces dépenses ne prévues ne viennent-elles pas bouleverser votre feuille de route, la mise en œuvre du plan national de développement ?

Je ne pense pas qu'elle soit bouleversée. C'est vrai, c'est

un surcoût qui n'était pas prévu, mais nous devons y faire face, parce que le premier axe de notre feuille de route, c'est la paix, la sécurité et la cohésion sociale.

L'économie du Togo est-elle aussi touchée par les crises qui secouent les pays voisins, le Burkina Faso et le Mali, où les crises politiques s'ajoutent aux crises sécuritaires ?

Forcément, quand il y a des perturbations dans ces pays, nous sommes touchés. Notre port dessert tous les pays de l'hinterland, Burkina Faso, Niger et Mali. C'est pour cela que nous sommes depuis longtemps engagés dans la lutte contre le fléau terroriste, y compris lorsqu'il n'avait pas passé la frontière notre pays. Comme vous le savez, le Togo a des troupes sur différents théâtres d'opérations pour lutter contre le terrorisme : au

Mali et en Centrafrique.

Il y a eu des sanctions prises contre le Mali. Celles-ci ont été levées au mois de juillet. Est-ce que c'était une bonne chose ?

Ce sont les chefs d'État qui ont décidé de lever ces sanctions. Ils ont jugé de manière unanime que le temps était venu. S'ils les ont levées, c'est que c'était opportun.

Les sanctions avaient des conséquences importantes, à la fois sur les populations maliennes, mais aussi sur les pays voisins. Est-ce que c'est cela qui a accéléré leur levée ?

Je ne fais pas de commentaire là-dessus.

En plus des crises sécuritaire et politique, l'Afrique doit lutter contre l'inflation, qui touche notamment l'alimentation et l'énergie. Le Togo a-t-il les moyens de cibler les plus démunis ?

N'oubliez pas notre résilience. En 2020, notre croissance a atteint 2%, alors que le monde et même la sous-région étaient en récession. En 2021, notre croissance était de 6%, elle est de 5,8% cette année, et nous projetons 6,6% l'an prochain. Nous nous donnons les moyens pour pouvoir faire face à ces vulnérabilités. Quant à la lutte contre la pauvreté, elle reste prioritaire. Dans le budget 2023, les secteurs sociaux voient d'ailleurs leur part augmenter d'environ 4 à 5%.

Cependant, les subventions par exemple celle qui concerne le carburant, ne sont pas toutes fléchées vers les plus pauvres. Ces aides atteignent-elles leur cible ?

Nous sommes effectivement en cours de réflexion sur cette question. Nous voulons de plus en plus cibler la couche la plus vulnérable de la population. C'est pour cela qu'il y a différents projets en cours, comme le registre social unique d'identification biométrique, qui doit permettre de mieux cibler les aides que le gouvernement apporte aux populations. « Le FMI a compris qu'à situations exceptionnelles, il fallait des

mesures exceptionnelles » On sait que le Fonds monétaire international (FMI) n'est pas favorable à ce type d'intervention des États, et s'inquiète des politiques dites du « quoi qu'il en coûte ». Discutez-vous avec les représentants de cette institution en vue de la mise en place d'un programme d'appui ?

Nous allons reprendre les discussions en début d'année prochaine, et nous espérons qu'à la fin du premier trimestre de 2023, nous parviendrons à un accord et à un programme. Vous dites que le FMI n'est pas très favorable à ce genre de subventions... Mais vous savez, le Fonds a changé. Et le FMI comprend que, quand il y a des situations exceptionnelles, il peut y avoir des mesures exceptionnelles. C'est une question de solidarité nationale. Et même internationale. Je vous rappelle que le FMI a milité en faveur de la redistribution des Droits de tirage spéciaux (DTS). C'est, dans une certaine mesure, pour soutenir les États dans leurs efforts de réduction des vulnérabilités. **Les finances publiques n'en sont pas moins soumises à rude épreuve. Le Covid hier, la guerre en Ukraine aujourd'hui... Cela oblige les pays à s'endetter pour faire face. Les Togolais doivent-ils s'inquiéter ?**

Non. Nous suivons très bien la trajectoire de notre dette publique et, pour l'instant, elle reste soutenable. Elle représente 61% du produit intérieur brut (PIB), quand la limite communautaire est fixée à 70%. « La stabilité, ce sont les politiques monétaires et la rigueur de ceux qui en ont la charge. »

Suite à la page 7

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
28 BP : 23 Lomé - Togo
Tél: 92 40 38 43/70 35 35 97
Société de Presse : CHRONIQUE DE LA SEMAINE SARL-U

Responsable

Julienne Pawimondom
BELEI-ALIZIOU

Directeur de la Publication

Daniel E. ASSOTE
Tél. 92 40 38 43

Rédactrice en Chef

Ampiaba AGHEY-LAWSON

Rédaction

Carole A., Daniel A., Kapo A.

Imprimerie SDR/Tirage : 2000 ex.

Le ministre Kokoroko rétrograde 2 directeurs d'école pour la mort d'un élève

Pour la discipline et la rigueur dans le secteur de l'éducation et surtout pour sanctionner les auteurs des fautes graves, le ministre de l'enseignement primaire, secondaire Kokoroko ne se fait pas prier. Il a encore fait parler à juste titre de lui suite à la mort d'un écolier par la faute d'un enseignant. Comme un coup du sort, la mort d'une élève de CM1 à l'EPP Sessaro, par morsures de serpent, tombe sur la tête de 2 instituteurs. Les 2 directeurs d'école sont relevés de leur fonction et mutés dans d'autres écoles en qualité de chargé de cours.



Il s'agit de Piyalou Wassike et de Alakim Palle. La sanction leur est infligée par Mawouna Gadewa, Directeur régional de l'éducation dans la région centrale.

Pour prendre cette décision, le directeur régional se base sur une pile de textes dont une note du ministère de tutelle relative à

l'utilisation des élèves à des fins personnelles. La décision qui relève les 2 directeurs d'école de leur fonction a été prise après que les 2 anciens directeurs d'école ont été écoutés à travers une explication.

Désormais, les 2 directeurs d'école deviennent de simples chargés de cours. L'un va officier à l'EPP Nabou dans le Mò tandis que l'autre est muté à l'EPP N'Djanvez dans Sotouboua nord.

Selon les faits, le drame est survenu dans le champ de l'enseignant Wama Bamana Miwadiga alors que les élèves

y étaient conduits pour procéder à une récolte de soja.

La victime a été transportée chez un guérisseur pour des soins. Elle aurait fait environ 3 jours dans la concession de ce guérisseur. Mais faute d'amélioration, ce dernier a dû l'évacuer dans une structure sanitaire.

Au final, l'écolière a succombé au morsure de serpent. Elle a été inhumée le 30 novembre dernier à Sessaro.

Carole A.

38^{ème} réunion annuelle du RPCA à Lomé

Le leadership du président Faure fait du Togo, un acteur majeur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique

Le Sahel et la sous-région ouest africaine font face à une situation alimentaire et nutritionnelle exacerbée par les crises sécuritaire, sanitaire, économique et le changement climatique. Le Togo se veut un acteur majeur de la sécurité alimentaire et de la prévention des crises humanitaires dans la sous-région et sur le continent. Dans cet élan, notre pays abrite du 6 au 9 décembre 2022, la 38^e réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA).

Cette rencontre organisée sous le leadership du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, est un cadre de réflexion globale afin d'identifier les options politiques permettant d'atténuer les effets combinés des crises agropastorale et sécuritaire sur la résilience alimentaire et nutritionnelle des populations.

Elle regroupe les pays membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), les représentants des organisations sous-régionales et des partenaires techniques et financiers. Les membres du Réseau et les partenaires procéderont à l'examen des résultats prévisionnels de la campagne agropastorale 2022-2023, l'état des marchés de denrées alimentaires et leurs conséquences sur la situation alimentaire et nutritionnelle.

La rencontre passera également en revue le bilan des réponses apportées à la

crise alimentaire en 2022, y compris l'investissement en faveur de l'opérationnalisation du nexus Humanitaire-Développement-Paix.

Dans son mot introductif, le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Lékpa Gbégbéni, a précisé les objectifs de la réunion et relevé la détermination des participants à proposer des alternatives politiques pour renforcer la résilience, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

A l'ouverture des travaux, Madame le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, après s'être félicitée au nom du Président de la République du choix du Togo pour abriter cette réunion annuelle, a posé le diagnostic de la situation alimentaire et nutritionnelle dans la sous-région et au Sahel. Puis elle a évoqué les enseignements tirés de ces crises qui sont beaucoup plus structurelles et conjoncturelles.

Pour faire face à l'insé-



curité alimentaire au Togo, une place de choix est accordée au secteur agricole, dans la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, basée sur l'amélioration de la productivité, la compétitivité et la transformation des produits agricoles nationaux et régionaux.

« *L'ambition du gouvernement togolais est de faire de l'agriculture, un véritable moteur de croissance économique, de création d'emplois pour nos jeunes et de garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à travers l'amélioration de la productivité et des rendements agricoles, le renforcement des industries de transformation agro-alimentaire, en créant tout un écosystème à cet effet à l'exemple de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA)* » a précisé

Madame le Premier ministre. Plusieurs programmes ont été adoptés et mis en œuvre dans ce sens, entre autres la Revue stratégique Faim zéro avec l'appui des partenaires et la Politique nationale multisectorielle de nutrition assortie d'un plan stratégique pour la période 2018-2030. La disponibilité des intrants agricoles en vue d'une meilleure productivité tient à cœur à notre pays. « *Le Togo conformément à la vision du chef de l'État s'emploiera à mobiliser le secteur privé pour accélérer la transformation du phosphate en engrais pour toute la région* » a déclaré la cheffe du gouvernement.

Madame le Premier ministre a invité, au nom du Président de la République, les acteurs à redoubler d'efforts pour la réalisation de l'ambi-

tion commune et partagée qu'est la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

« *Je saisis cette opportunité pour renouveler notre gratitude à l'ensemble des partenaires techniques et financiers et les exhorter à poursuivre leurs efforts en vue d'accompagner les Etats et les populations du Sahel et de la région d'Afrique de l'ouest dans la quête d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable* » a-t-elle conclu.

Le leadership du chef de l'Etat et son engagement à renforcer la sécurité alimentaire dans la sous-région ont été salués par les responsables du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), les représentants des institutions sous-régionales notamment la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le Comité inter-Etat de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) ainsi les partenaires techniques et financiers.

La Rédaction

Hommage à Patrick Lawson: l'ANC dans la fièvre pestilentielle de l'ingratitude

Si Faure Gnassingbé a apporté assistance à un citoyen hanté par le sort, où est son mal ?

Au cours d'un dernier hommage à feu Patrick Lawson, ex vice-président de l'ANC, le ministre Gilbert Bawara a loué les qualités intrinsèques d'un homme politique chevronné avec qui il entretenait des liens d'amitié étroits. Il a également évoqué, l'estime du président de la république pour l'illustre disparu et surtout son geste humanitaire et humaniste qui a permis l'évacuation et la prise en charge du malade à l'extérieur avant que le destin ne dispose autrement. Contre toute attente, ces propos ont provoqué une levée de boucliers dans les rangs de l'ANC où des insanités qui ne ressemblent nullement aux leaders de ce parti, l'un des plus représentatifs du pays, sont débitées contre Gilbert Bawara et le pouvoir.



Feu Patrick Lawson

Pour édifier les parents, les familles alliées et amis sur la considération qu'il vouait à feu Patrick Lawson et l'étroitesse des relations qui le liait à l'illustre disparu, le ministre de la fonction publique, n'y est pas allé avec le dos de la cuille.

Quels qu'aient été la complexité des situations et les enjeux, je savais - et il le savait aussi - que nous avions la possibilité à tout

moment de nous parler, de nous voir, d'échanger, d'établir le constat de nos divergences et désaccords, sans pour autant que cela affecte durablement et irrémédiablement nos liens personnels », a-t-il affirmé.

Pour Gilbert Bawara, « Cela peut paraître banal aux yeux de certains, mais je tiens à relever que Patrick n'a que très rarement affiché une attitude de désobéissance, de défiance, ou d'outrance, à

l'égard de celles et ceux qui incarnent les institutions de la République et l'autorité de l'Etat. Mieux. Tant que nous le pouvions, Patrick et moi œuvrions, au sein de nos familles politiques respectives, au maintien des fils du dialogue, et à la promotion de l'esprit de compromis raisonnable et respectable, qui permet de changer le cours des événements...

...Nous sommes en peine. Nos cœurs saignent. Mais je

voudrais, au-delà de cette douleur et de cette tristesse, saluer, ici et maintenant, la dignité et l'honneur d'un homme simple, qui s'est illustré par son abnégation. Il avait accepté et enduré la privation et les sacrifices qu'ici comme ailleurs, ailleurs comme ici, la vie politique, les combats et la lutte politiques, peuvent réserver à celles et ceux qui s'y dévouent sans attendre en retour une quelconque récompense, des avantages, ou

la moindre gloriole. Engagé, Patrick l'est resté jusqu'à son dernier souffle ».

Le ministre a précisé qu'à l'annonce des nouvelles sur l'état de santé très préoccupant de Patrick Lawson, le président Faure s'est empressé de dépêcher au chevet du malade, son médecin personnel, avant de faire prendre des dispositions diligentes pour son évacuation, et sa prise en charge convenable hors du pays.

« Peut-être que le Président Faure m'en voudra ; et sans doute que son humilité et son tempérament porté à la discrétion en souffriront. Mais comment ne pas rappeler ici la réaction spontanée, et immédiate qui fut la sienne, lorsqu'il fut porté

Suite à la page 6

20^{ème} édition de la Journée internationale des volontaires:

Les meilleurs volontaires de l'année primés

Les meilleurs volontaires lauréats du concours national «Prix du meilleur volontaire 2022» ont reçu le lundi 05 décembre 2022 à Lomé, leur récompense au cours d'une cérémonie apothéose de la Journée internationale des volontaires (JIV). Placée sous le thème «la solidarité via le volontariat» la cérémonie de cette 20^{ème} édition de la Journée internationale des volontaires (JIV) a été présidée par le Ministre du Développement à la base, Myriam DOSSOU-D'ALMEIDA.

Cette distinction honorifique est décernée aux volontaires qui, durant leur mission, ont contribué suivant leur domaine d'intervention, à la réalisation des objectifs nationaux de développement. Pour Omar AGBANGBA, Directeur général de l'ANVT (Agence Nationale du Volontariat au Togo) ce concours permet à son institution et à ses partenaires de reconnaître, au-

delà de leur fiche de mission, le rôle que jouent les volontaires au Togo et de mettre en avant leurs capacités à transformer, à modeler et à stimuler des couches vulnérables en faveur de leur développement.

Le Ministre du Développement à la base a de son côté, félicité les lauréats et les finalistes du concours du meilleur volontaire de l'année. «Ces jeunes ont besoin



Photo de famille

de très peu pour transformer ce monde et en faire un coin de paradis», a affirmé Myriam DOSSOU-D'ALMEIDA.

A l'issue des résultats définitifs, 6 volontaires ont

été primés. Outre ces lauréats, 7 autres volontaires ont été primés dans deux autres catégories notamment le prix du meilleur volontaire femme de l'année et celui du meilleur volontaire sur projet UE. Ainsi

ABBEY Eya Domenyoto est la meilleure volontaire femme de cette année. Sous les acclamations de l'assistance, Eya reçoit des mains de l'ambassadeur de l'Union Européenne, le premier prix dans la catégorie meilleure volontaire femme de l'année. Sage femme au CHR Sokodé, elle se classe au premier rang, et remporte aussi une moto et un PC d'une valeur de 1 million. Elle est suivie de: GAOUA Afi Begnibala, 2e; BAWLOUZIM Awêréo, 3e; YENTOUGLI Gado, 4e; BONFOH Kadyra, 5e.

Carole A.

Postes de péages et de pesages :

La SAFER se dote d'un système efficace de vidéosurveillance qui rassure le contribuable

Beaucoup sont les usagers de route qui portent des doutes sur la gestion des droits d'usage collectés aux postes des péages par les agents de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) au Togo. Pour ces usagers, étant donné que chaque poste de caisse est occupé que par un seul argent, ce dernier aurait toute la latitude de frauder les tickets ou de mettre la main dans la caisse. Cette appréhension va jusqu'à rendre retissant le paiement des droits d'usage chez certains usagers. Cependant penser à un tel laisser aller des caissiers et caissières à leurs postes de travail, c'est méconnaître la rigueur et le sérieux du DG Atoute A. OUTCHANTCHA et ses collaborateurs de la SAFER.

En effet, les comportements et actes illicites n'ont pas de chance dans le fonctionnement et la gestion des postes de péage/pesage au Togo. La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), l'institution en charge de l'exploitation des postes de péage/pesage, ne ménage aucun effort pour mettre hors d'état de nuire, tout individu désireux de se

servir des sites de péage/pesage pour commettre une forfaiture. Le jeudi 24 novembre 2022, la SAFER a fait visiter les professionnels des médias au poste de péage de Davié dans le Zio et le poste de contrôle des charges à l'essieu de Djéréhouyé à Atakpame dans l'Ogou. Objectif, leurs expliquer le fonctionnement et le mécanisme de surveillance desdits postes. Cette sortie de terrain à per-



mis aux journalistes de toucher du doigt les différents dispositifs modernes de contrôle interne mis en place sur tous les sites dans notre pays, dont les caméras de surveillance et les détecteurs de faux billets. Ceci afin d'assurer une collecte efficace et transparente des droits d'usage de la route au niveau des postes péage/pesage. En clair, conscient de la faiblesse de tout être humain devant l'argent, la SAFER s'est équipée des caméras de surveillance de dernière génération et multifonctionnelles. Elles sont capables de filmer, de capter et d'enregistrer automatiquement tous les gestes 24h/24 non seulement des agents des caisses mais aussi de ceux des usagers.

« Nos sites sont dotés de caméras qui permettent de suivre toutes les activités et

de pouvoir agir en temps réel. En ce qui concerne les vidéos et images, elles sont stockées sur des serveurs de grande capacité» nous explique un agent de surveillance au poste de péage de Davié.

Grâce à une gestion professionnelle, efficace, rigoureuse et transparente des sites de péage, la SAFER a considérablement amélioré l'état de praticabilité de l'ensemble du réseau national routier. De l'entretien des routes à l'ouverture des pistes, en passant par la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'accès, la SAFER assure la mission qui lui a été confiée par le gouvernement.

A ce jour, tous les postes de péage sur l'ensemble du territoire national sont équipés de dispositifs de contrôle et de surveillance. Ce qui permet d'identifier et de met-

tre fin aux actes suspects et garantir la mobilisation des ressources afin d'assurer l'entretien du réseau routier. Pour le Directeur Général de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier, M. Atoute Awima Outchantcha, « la SAFER est au service de l'Etat et ne permettra pas que des personnes mal intentionnées compromettent la mise en œuvre de sa mission ». «Tout ce que nous collectons est destiné à l'entretien» a-t-il renchéri.

Notons que la SAFER qui emploie près de 800 agents, veille au respect des dispositions inscrites dans le code du travail en vigueur au Togo dans la prise des décisions à l'encontre des agents indisciplinés.

Daniel A.

S'acquitter de ses droits d'usage de la route au franchissement des postes de péage, c'est contribuer au financement de l'entretien de nos routes.



17^{ème} Foire Internationale de Lomé : Retrouvez «NI RAJOUT» avec des recettes de grand-mère dans le pavillon Mono

Démarré depuis le 30 novembre dernier au Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-Lomé Togo 2000), la 17^{ème} Foire Internationale de Lomé a enregistré beaucoup d'exposition dont celle de NI RAJOUT. Une société togolaise de production et de promotion des produits locaux surtout de grand-mère. L'authenticité, l'originalité, la diversité et l'efficacité de ces produits purement naturel sur la santé humaine attirent plusieurs visiteurs amoureux des produits locaux devant le stand de NI RAJOUT dans le pavillon Mono.

Répondant à la politique du «consommer local» très appréciée des autorités togolaises, la société NI RAJOUT comme son nom l'indique, s'est résolument engagée dans la production et la promotion des produits purement naturels et surtout sans additifs chimiques. Pour atteindre cet objectif, il a fallu l'implication et du savoir faire de la promotrice, Mme Elise Lemou qui a su bien conserver les recettes de la grand-mère. L'ambition pour cette dame, c'est son désir ardent de faire en sorte que tout ce que nous mangeons ou buvons ne nous causent pas des ennuis de santé mais soient plutôt des remèdes pour nous. C'est dans ce sens que des boissons bio ainsi que des épices de grand-mère susceptibles d'apporter d'énormes tonus à l'organisme voire la guérison à de nombreuses maladies récurrentes, sont soigneusement, soit embouteillées ou bien étiquetées et mises à la disposition de la population.

Il s'agit du «Tchoukoutou (fermenté) et Ahoula (non fermenté)» originaux mis dans des bouteilles. Fabriquées à base du sorgho bio et de l'eau dans des conditions hygiéniques certifiées par l'ITRA, ces deux bières locales n'ont aucun effet négatif sur l'organisme de l'homme. Elles présentent les mêmes caractéristiques, même goût et saveur que celle fabriquée traditionnellement en pays kabyè.

«Crème de pain de singe instantané»

Des études ont démontré les bienfaits du pain de singe dans le domaine de la médecine. En effet, ce fruit a des vertus anti-diarrhéiques, anti-inflammatoires et analgésiques, qui peuvent être bénéfiques pour les maladies cardiaques et le diabète. La poudre de

pain de singe, est extraite du fruit du baobab, cet arbre millénaire qui caractérise les paysages de l'Afrique subsaharienne. Particulièrement riche, le pain de singe contient six fois plus de vitamines C qu'une orange, deux fois plus de calcium que le lait, et une quantité importante de phosphore et de fer, sans compter les antioxydants. C'est l'aliment idéal pour éviter la dénutrition des personnes âgées. «Bonbon ZIRA» fabriqué exclusivement à partir du gingembre bio. Les raisons pour



consommer ce bonbon ZIRA. Anti-inflammatoire et antidouleur, détoxification, stabilise le taux de sucre dans le sang, réduit les nausées (matinales) et améliore la digestion, stimulant aphrodisiaque et réchauffant, aide à prévenir et guérir le rhume etc.

«Thé de graine de néré» Le thé connu pour ses nombreuses propriétés anti-blennorragiques, antinévralgiques, diurétiques, fébrifuges, toniques, antiseptiques et vermifuges.

«Poudre du curcuma bio» Anti-inflammatoire effi-



cace contre les maladies inflammatoires chroniques; Contribue à la protection des articulations; Améliore le confort et l'efficacité de la digestion; Soulage les troubles digestifs; Maintient la santé du foie; possède des propriétés antioxydantes; soulage les problèmes de peau; anxiété et humeur; contribue à prévenir les maladies cardiovasculaires; fait preuve



d'une grande efficacité face au diabète; contribue à éliminer l'accumulation de graisse et à faciliter leur déstockage par le foie et contribue à un bon équilibre nerveux.

«Poudre du Coco séché» Séchée, elle représente une excellente source de manganèse et de cuivre, qui contribue à protéger les cellules contre le stress oxydatif. Elle contient aussi du phosphore, qui participe au maintien d'une bonne santé osseuse et bucco-dentaire.

« Tchoutou , Afiti» une moutarde naturelle fabriqué à base de graine de néré, véritable cube traditionnelle. La moutarde du néré communément appelée Tchotou en Kabyè, Tchodi en Tem, ou Afiti en Ewé est formellement recommandée par les médecins nutritionnistes dans le cas de prévention et de guérison du diabète. Elle est produite par la société NI RAJOUT et conservée dans les mêmes conditions que celles des initiées en la matière de la région de kKara et des Savanes. D'ailleurs Mme LEMOU, la directrice du NI RAJOUT, l'une des grandes initiées et conservatrices des recettes traditionnelles en pays Kabyè produit et vend en gros et en détail. Il n'est plus question de faire des commandes de Tchotou depuis Kara ou jusqu'à Dapaong. La société NI RAJOUT basée la Lomé a conservé l'originalité de ce produit très important dans la cuisine africaine.

C'est dans cette optique que les responsables de la société NI RAJOUT qui exposent actuellement à la foire Togo 2000, au pavillon Mono

invitent les populations à faire un tour pour ce procurer ses produits bio: Tchoukoutou embouteillé, de la moutarde traditionnelle du néré Tchotou, Poudre du curcuma bio, Bonbon ZIRA, poudre du gingembre, Thé de graines de néré, la poudre du pain de singe et bien d'autres recettes bio disponibles. «Que les gens viennent découvrir ce que NI RAJOUT peut faire, ce que NI RAJOUT fait de national avec nos produits locaux. Qu'ils viennent découvrir ce que je fais et ils vont me dire ce qu'ils ont remarqué. J'invite le public à venir découvrir ce que le Togolais ou la Togolaise et en particulier NI RAJOUT peut ajouter à la population togolaise. Manger bio et rester en bonne santé. La santé se trouve dans notre assiette», a lancé Mme LEMOU élise, la directrice de la société NI RAJOUT. Pour tout besoin utile, contacter la société NI RAJOUT au 97788080/91924042.

Daniel A.

ABOULOUWAKOU SARL
Commerce Général
&
Prestation de Service
NIF 1001 81 11 82



Email: abuluwaku2022@gmail.com
Tél: (00228) 90 99 86 84
91 88 51 36 / 96 07 81 15

Hommage à Patrick Lawson : l'ANC dans la fièvre pestilentielle de l'ingratitude

Si Faure Gnassingbé a apporté assistance à un citoyen hanté par le sort, où est son mal ?

Suite de la page 3

à son attention l'état de santé très préoccupant de Patrick, et qu'il décida de dépêcher au chevet du malade son médecin personnel, puis fit prendre des dispositions diligentes pour son évacuation, et sa prise en charge convenable hors du pays », a-t-il précisé.

Contre toute attente, ces propos, pour le moins, compatissants d'un ministre qui ne fait qu'honorer la mémoire d'un ami défunt, ont provoqué le courroux des responsables de l'ANC. Et par récurrence, de vives réactions sur la toile qui explosent. Notamment, celles de l'ancien chargé de la communication de l'ANC, Francis Pedro Amuzun et d'autres affidés à cette formation politique. Pour des raisons obscures, tous ont condamné avec véhémence, ces révélations du ministre tout en pointant un ' »hommage empoisonné ».

Pour Francis Pedro Amuzun, membre de l'équipe de communication de l'ANC, il s'agit d'un discours visant à salir le défunt et ensuite le parti. Il affirme que le défunt n'a jamais demandé d'aide, précisant que la prise en charge est une initiative du chef de l'État.

« Oui, nous avons écouté le ministre Bawara. Est-ce qu'il est normal, devant la bière du vice-Président, qu'on vienne dire ces genres de choses. Je trouve indigne et indécent, qu'on vienne devant une dépouille mortelle, au moment où nous la pleurons, son épouse et ses enfants étaient là, qu'on vienne dire des choses, pour salir sa mémoire », s'est-t-il offusqué avant d'en appeler au discernement du peuple togolais.

D'autres proches de Patrick Lawson comme Che Hellu Nyamassadji Alphonse Hefumé Lawson ont carrément parlé de piège de calix venenatis dont l'objectif est de diviser les forces démocratiques unies pour la même cause.

La levée de boucliers provoquée par cette intervention du ministre est pour le moins, inavouée. De l'avis des observateurs, il s'agirait d'un retour rocambolesque de l'ascenseur au sein de l'ANC.

En effet, pendant des années, les responsables de la formation politique de l'illustre disparu qui avaient

d'ailleurs connu des beaux jours à l'UFC, avaient fait croire à leurs militants et au peuple togolais que les hommes du pouvoir sont pires que le diable. En conséquence, ils jetaient tous leurs compagnons de lutte soupçonnés d'intelligence ou d'une relation quelconque avec ces derniers, en pâture aux militants de l'opposition.

Pour ces derniers, un leader de l'opposition qui entretient des relations avec un homme proche du pouvoir, n'est plus un "opposant vrai", mais un traître qui prend de l'argent à Lomé II pour trahir la lutte. Aussi, de véritables combattants pour la démocratie, et le changement dont le parcours forçait pourtant l'admiration ont-ils été jetés en pâture à des populations avides de changement immédiat. Au Togo où les populations ne sont pas suffisamment formées en politique, le manège réussissait à ces leaders qui font de la démagogie populiste, leur cheval de Troie.

C'est ainsi, que de l'UFC à l'ANC, ces adeptes de radicalisme de la bouche sont parvenus à détruire l'image des monuments de la lutte pour le changement démocratique comme, feus Me Yawovi Agboyibo du CAR et Edem Kodjo, respectivement de l'UTD et de la CPP, pour ne citer que ceux-là. Malheureusement pour eux, depuis qu'ils ont détruit politiquement ces pères de la lutte pour le changement, ils n'ont pu rien réaliser qui atteste de leur engagement pour la démocratie.

En revanche, ils se sont tellement compromis dans le fameux dossier de la valise de 30 millions de F CFA qu'à l'élection présidentielle de février 2020, les populations avaient préféré donner leurs suffrages au candidat de la DMK, sur qui ils ne cessent de déverser leur bile. Dans leur vain acharnement contre la DMK, ils se comportent comme des garnements à qui on a volé un bonbon, ce qui suscite la risée de l'opinion.

On comprend que dans ces conditions, si un ministre et non des moindres et que d'ailleurs ce parti, présente à ces militant comme pire que Satan, vient révéler des relations étroites qu'il entretenait avec un certain Patrick Lawson, considéré à tort ou à raison comme le maître à penser de l'ANC, c'est pire qu'une bombe. Rien qu'à imaginer l'effet psychologique sur les électeurs que ce parti se

serait déjà mis à dos, on peut craindre le pire, surtout à quelques mois seulement des élections en vue.

Selon les témoignages recueillis, les militants qui suivaient naïvement ces leaders viennent de découvrir que pendant des décennies ils sont floués par ces derniers, pour ce qui est de leur rapport avec le pouvoir ou ceux qui l'incarnent. Ils en viennent à la conclusion que leurs leaders se sont pendant plusieurs années, servis d'eux pour se remplir les poches. Ils se demandent en conséquence, dans ces conditions, ce qu'a servi la mort des nombreux militants de l'opposition tombés au front alors que dans le même temps, leurs leaders flirtent avec leurs pires adversaires. Ils entendent, le moment venu, tirer toutes les conséquences politiques afférentes à ce qu'ils appellent, cet acte de haute trahison.

Dans un tout autre registre, on peut se demander pourquoi cette propension des responsables de l'ANC, à s'offusquer de l'intervention du chef de l'Etat qui s'est investi pour préserver la vie à Patrick Lawson. Si telle est que l'intervention du président Faure était mauvaise et de nature à salir la mémoire de feu Patrick Lawson, pourquoi, n'avaient-ils pas demandé à la famille biologique du malade de s'opposer ? Pourquoi veulent-ils cacher au peuple que malgré les florilèges d'injures qu'ils déversent sur lui, le premier magistrat de la république, est prêt à se battre comme il vient de le démontrer, pour délivrer de la mort, adversaire politique ?

Il est tout simplement lamentable de constater qu'au lieu d'exprimer leurs vives gratitude au Chef de l'Etat pour son humanisme et la magnanimité de son geste, envers l'illustre disparu, ces leaders, en soient à jeter leur dévolu sur Gilbert Bawara qui n'a fait que s'acquitter d'un devoir sacré, face à l'histoire. Pour aucune raison, les leaders de l'ANC, ne sauraient se prévaloir de leurs propres turpitudes. Ils feraient mieux de s'assumer devant leurs militants et l'histoire et, pour les besoins de la cause, faire un acte de contrition. Toutes autres considérations seraient assimilés à une injure à leurs militants, grugés des années durant et à une trahison de la lutte qu'ils prétendent mener pour un changement démocratique au Togo.

Ricardo

Le secteur aéroportuaire togolais passe par toutes les évolutions

A commencer par l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema qui fait parler de lui depuis un moment maintenant, quand les pouvoirs publics ont décidé d'injecter des milliards de francs CFA dans sa modernisation. Rapidement, la plateforme de Lomé est devenue un véritable pôle d'attraction, avec des installations sûres pour les passagers et des procédures de voyage conformes à l'évolution du monde.



Sur chaque aspect donné, le principal aéroport du Togo est à un niveau élevé. Sécurité des voyageurs, attractivité du site, mesures protectrices surtout en temps de covid, trafic cargo et passager, infrastructures de qualité sur la plateforme, etc., l'aéroport réunit tout.

«The place to go»

C'est ce que veut être le Togo, un hub logistique et un centre d'affaires principal en Afrique et dans le monde, capable d'attirer tous les investisseurs et touristes.

La modernisation de l'aéroport de Lomé a commencé en avril 2016 avec l'inauguration de la nouvelle aérogare. Elle a nécessité 150 millions de dollars d'investissement. L'ouvrage peut accueillir 02 millions de passagers par an et 50 000 tonnes de fret annuellement.

En termes de trafic, il croît sans cesse. Le trafic passager a évolué d'environ 50% en 2021 avec 960 000 personnes, contre 460 000 passagers enregistrés en 2020. Au premier semestre de 2022, une nouvelle hausse de 40,8% du nombre de passagers a été observé. Parmi ses passagers, il y a des touristes dont 983 969 en 2021, contre 481 706 en

2020.

Modernisation de l'aéroport de Niamtougou

Aujourd'hui, plus de 20 pays d'Afrique ajoutés aux Etats-Unis sont directement desservis à partir de la plateforme du Togo. Un deuxième aéroport est à Niamtougou, chef-lieu de la préfecture de Doufelgou dans la région de la Kara. Il accueille des vols privés de fret.

L'ambition du gouvernement est d'en faire prochainement un aéroport cargo destiné aux pays de l'hinterland. Un investissement de 2,2 milliards de francs CFA a déjà été annoncé avec des premiers travaux de réhabilitation. Ce sont par exemple le rallongement de la piste de 2 500 à 3 000 mètres, la sécurisation de l'aérogare, la clôture du périmètre, l'ouverture d'une ligne nationale avec la création d'une compagnie aérienne locale pour relier Lomé et Niamtougou.

Un autre projet de construction d'un nouvel aéroport à Gbatopé vers Tsévié (37 km de Lomé) est dans l'agenda des autorités.

CS

Focus YAKOU ONOMO

"Conférence" Inaugurale

Accès libre et gratuit

Thème: Make-up, levier pour l'entrepreneuriat des jeunes et vivier d'emploi.

Intervenants :

- Krystel A. DICOH, Directrice générale Krystel Optic, Dagan Magazine;
- Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (MEPSTA);
- Coalition nationale pour l'emploi des jeunes (CNEJ);
- Fonds d'aide aux initiatives économiques des jeunes (FAIED).

Modérateur: Jean-Paul AGBOH AHOULETE, Directeur général FOCUS YAKOU

08 09

CNEJ FAIED

Première édition du Marathon international de la Paix de Lomé : Le pari serait gagné si l'itinéraire était bien sécurisé

La ville de Lomé a vibré, le samedi 3 décembre 2022 au rythme de la première édition du Marathon International de la Paix. Un grand événement sportif jamais organisé sur le territoire togolais et qui porte les griffes de Tendance Events. Une première édition qui a tenu toutes ses promesses malgré la mauvaise gestion de l'itinéraire des athlètes par les organisateurs.

L'insécurité grandissante dans la sous-région ouest africaine reste un défi à relever pour tous les chefs d'Etat de l'espace. Au Togo, toutes les initiatives visant à lutter contre ce fléau sont fortement soutenues. En effet, depuis quelques années, la sous-région est la cible d'attaques des groupes armés terroristes qui tentent de remettre en cause le climat de paix et de sécurité qui a toujours caractérisé l'Afrique de l'Ouest et le Togo en particulier. Dans le but de contribuer à l'effort consenti par le gouvernement togolais qui prône des valeurs d'inclusion, la structure Tendance Events a réuni samedi dernier des athlètes venus de plusieurs pays dans la capitale togolaise afin de vulgariser un message de paix à travers le sport, cette force de mobilisation sans pareil. Il s'agit de la 1^{ère} édition du Marathon international de la paix

de Lomé, un événement grandiose qui a tenu toutes ses promesses. Les athlètes ont exprimé le respect envers autrui et partagé un espace commun.

L'évènement devrait être une réussite totale. Malheureusement, l'itinéraire des coureurs qui devrait être totalement dégagé, étant obstrué par d'autres usagers de la route qui roulaient dans tous les sens obligeant les athlètes à se frayer difficilement le chemin entre les voitures et piétons. Ce qui n'est pas de nature à faciliter ou à sécuriser ces derniers dans ce concours. Venus de plus de 14 pays différents, en plus du Togo, 1000 coureurs ont pris part aux trois courses de ce marathon. La première, réservée aux professionnels, concerne un parcours de 21 et 42 km. Les deux autres, s'étalant sur 4 km sont destinées aux amateurs et aux écoliers.

Sur le plan des résultats, les pays étrangers no-



tamment ont raflé tous les prix mis en jeu. Le premier (Camerounais) a remporté la course avec un chrono de 02:22' :51, suivi respectivement du Kenya (02:59:26) et du Ghana (03 :15 :50). Les locaux quant à eux n'ont tout de même pas démerité.

Présentes au point de chute de la course, les différentes personnalités n'ont pas manqué de saluer cette belle initiative qui au-delà des objectifs permet à notre pays de se faire entendre sur le plan international.

Selon le ministre des Sports et des Loisirs, Médecin Col Lidi Bessi KAMA «Outre les performances sportives recherchées, et le souci de se servir des valeurs

que véhicule le sport pour promouvoir la paix au Togo et dans la sous-région ouest africaine et partant, dans le monde entier, cet événement permettra de cultiver la cohésion sociale entre les différents peuples. Aujourd'hui et plus que jamais il nous revient de saisir les manifestations du genre pour nouer les relations d'amitiés, tracer des lignes de respects, d'acceptation de l'autre en brisant les ethnicités culturelles, religieuses et politiques afin de bâtir non seulement les fondements d'un monde épris de paix, de solidarité, de tolérance mais aussi de comptoir de vivre ensemble et ce, dans l'harmonie et la quiétude».

Très comblé du dé-

nouement heureux de cette première édition du Marathon International de Paix de Lomé, le promoteur dudit événement n'a pas caché son émotion : « Dans un premier temps nous tenons à remercier tous ceux qui ont œuvré pour la réussite de ce marathon. Au début bien que nous avons déclenché le processus, nous n'avons pas cru à une telle mobilisation. Mais je pense que notre pays a besoin des événements de cette ampleur et notre objectif est de le maintenir aussi longtemps possible dans le temps. Nous pouvons dire sans nous tromper que notre objectif est atteint. Et nous allons nous focaliser dès aujourd'hui à la prochaine édition qui promet».

Plusieurs lots ont été remportés par les trois premiers dans chaque catégorie de courses. Le rendez-vous est donc pris en 2023 pour la prochaine édition qui s'annonce avec beaucoup de surprises.

Daniel A.

Economie et développement : « Nous voulons de plus en plus cibler la couche la plus vulnérable de la population », Sani Yaya

Suite de la page 2

En tant que ministre des Finances, pensez-vous que le franc CFA a permis d'assurer une certaine stabilité ?

Je vais vous surprendre : ce n'est pas la monnaie qui assure la stabilité, ce sont les politiques monétaires et la rigueur de ceux qui en ont la charge. L'arrimage à l'euro, cela dépend des fondamentaux. N'oubliez pas que nous avons déjà eu à faire à une dévaluation, en 1994. Pourquoi y a-t-il eu cette dévaluation ? Parce que les fondamentaux l'exigeaient. Donc, si les fondamentaux ne sont pas au beau fixe, la monnaie ne peut pas être arrimée avec un taux de change constant. C'est pour cela que, comme je vous le dis, ce sont les politiques monétaires mises en œuvre pour veiller à la valeur de la monnaie, à sa valeur intérieure et à sa valeur extérieure, qui font que nous avons aujourd'hui cette stabilité sur le plan financier.

Outre le cadre macroéconomique, attirer les investisseurs étrangers passe-t-

il aussi par la mise en place effective de la Zone de libre-échange africaine ? Les investisseurs étrangers, qu'est-ce qui les attire ?

En ce qui concerne notre pays, nous pensons que c'est d'abord le climat des affaires, un cadre macroéconomique stable et les réformes structurantes que nous menons. Mais, effectivement, la Zlecaf est aussi un immense marché qui va sans doute attirer les investissements étrangers. Mais, de sommet en sommet sur la Zlecaf, on a le sentiment que l'on en parle, mais que les décisions sont lentes à venir... Les initiatives du secteur privé, comme l'AFIS, permettent aussi d'avancer. Car ce sont ces banques qui vont aider à l'intégration africaine. C'est pour cela que nous soutenons vraiment ce type d'événements, qui amène des groupes de divers horizons à se parler et à trouver, ensemble, comment avancer et proposer aux politiques des approches, des solutions. Un des enjeux de l'AFIS, c'est justement de faire réfléchir les acteurs du secteur financier à la meilleure manière de faire

entendre la voix de l'Afrique au-delà du continent... Oui, l'Afrique a sa réalité, et la réglementation au niveau international devrait en tenir compte ou, à tout le moins, donner parfois un peu de temps à l'Afrique pour qu'elle puisse s'ajuster. Nous n'avons pas la même histoire, nous ne sommes pas au même niveau de développement. L'Afrique connaît une poussée démographique importante, fait face à d'énormes défis sociaux, sécuritaires, en matière d'infrastructures également. La réglementation internationale sur le financement de nos économies devrait tenir compte de nos réalités et laisser le temps au secteur financier africain de s'adapter. « L'accord trouvé lors de la COP27 est historique pour l'Afrique ». Pourquoi, selon vous, il est important d'avoir des banques africaines puissantes ? Nous pensons que c'est un enjeu de souveraineté. Les décisions de financement de nos économies devraient se prendre sur le continent africain plutôt qu'ailleurs. Aujourd'hui, nous sommes soumis au bon vouloir des

banques internationales. Si cela se joue sur le continent, ce sont des gens que nous connaissons, qui nous connaissent et qui se connaissent entre eux. Lors de la COP27 en Égypte, l'Afrique a obtenu la création d'un fonds pour son adaptation au changement climatique. Mais les engagements internationaux restent relativement maigres. **L'Afrique doit-elle voir le verre à moitié plein ou à moitié vide ?**

L'accord trouvé lors de la COP27 est historique en ce qui concerne les compensations financières pour l'Afrique. Comme vous savez, le continent représente 17 % de l'humanité, mais n'émet que 4 % des gaz à effet de serre. C'est pourtant nous qui subissons le plus les conséquences du réchauffement climatique. Cet engagement financier est donc juste pour l'Afrique. Pour autant, nous pensons qu'il faut poursuivre la discussion parce que, sur les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, nous n'avons pas pu parvenir à un accord. Nous restons très attentifs à la situation, parce que cela a un

impact sérieux sur nos économies. Selon la commission économique pour l'Afrique des Nations unies, l'impact du réchauffement climatique - inondations, sécheresse... - peut atteindre 5 à 15% du PIB des pays du continent.

Dans le contexte des différentes crises dont nous avons parlé, le Togo peut-il aussi faire de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité ? C'est une priorité. Regardez la mise en œuvre de notre plan de développement. Nous avons, près de la frontière avec le Bénin, deux routes qui sont submergées par la mer. Ce sont des investissements perdus. C'est un exemple qui montre à quel point nous sommes sensibles à la lutte contre le réchauffement climatique. Nos décisions économiques sont toutes prises avec un objectif de durabilité.

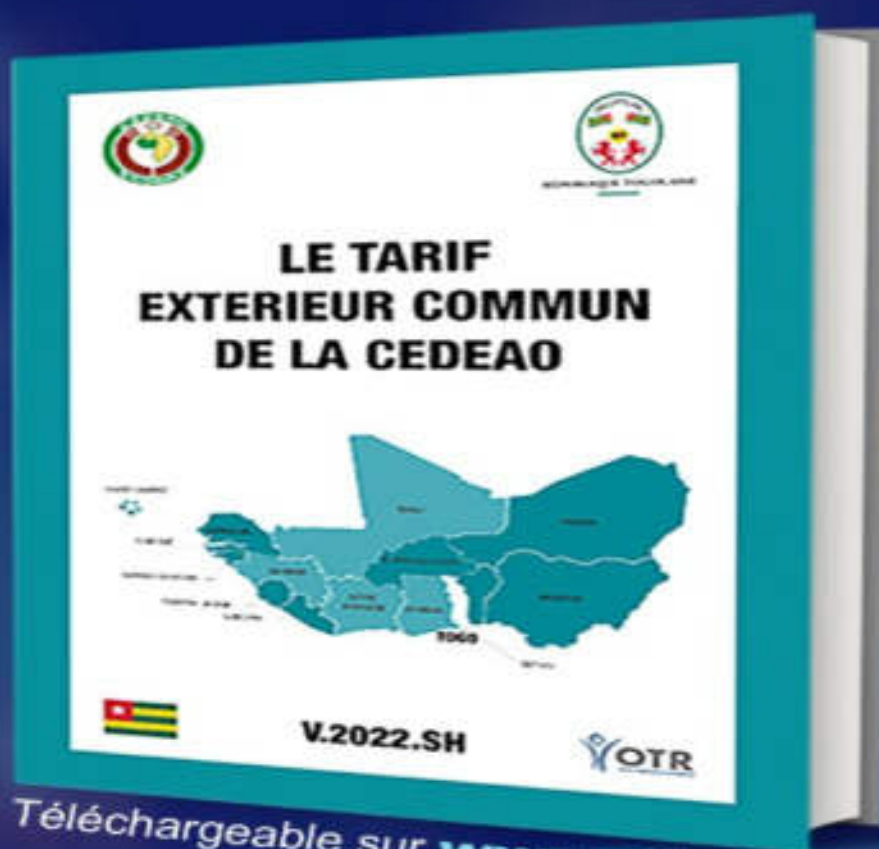
CS avec rfi

**Apprêter sa juste monnaie à
l'approche de nos postes
de péage nous permet
un franchissement
rapide de ceux-ci.**



TARIF EXTERIEUR COMMUN

V.2022.SH



les 4+ du TEC V.2022.SH

Adaptation à l'évolution des pratiques commerciales

Prise en compte des questions environnementales et sociales

Prise en compte des progrès technologiques

Prise en compte de la lutte contre le terrorisme par la spécialisation des Biens à Double Usages (BDU)

En vigueur depuis le 1^{er} juillet 2022

FEDERER POUR BATIR
 www.otr.tg